



**HAL**  
open science

# Formes traditionnelles et nouvelles du racisme en Inde

Arundhati Virmani

► **To cite this version:**

Arundhati Virmani. Formes traditionnelles et nouvelles du racisme en Inde. Communications [EHESS], 2020, 107, pp.177-189. hal-03891879

**HAL Id: hal-03891879**

**<https://hal.science/hal-03891879>**

Submitted on 13 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Formes traditionnelles et nouvelles du racisme en Inde

[Arundhati Virmani-Boutier](#)

[Communications 2020/2 \(n° 107\)](#), pages 177 à 189

« L'Inde est-elle un pays raciste [\[1\]The Hindu, 7 avril 2017](#). ? » Un article provocateur publié en 2017 par un quotidien indien anglophone va à l'encontre de l'image tolérante et plurielle que l'Inde veut donner d'elle de longue date sur la scène internationale. Suscité par une série d'attaques diverses contre des étudiants africains, contre des gens du Nord-Est à Delhi et dans le Sud, il pose la question frontalement, à la différence de nombreux discours socio-anthropologiques tenus sur le sujet. Le racisme, classiquement associé aux pratiques coloniales britanniques ou perçu comme ce que les Occidentaux blancs font aux Asiatiques, se présente de plus en plus comme une réalité désagréablement indienne, présente au cœur des relations sociales depuis les échanges quotidiens ou les pratiques matrimoniales jusqu'aux accès de violence contre des groupes marginaux. Il compromet cette « unité dans la diversité », avancée par Jawaharlal Nehru dans *The Discovery of India* (1946) et revendiquée depuis avec fierté par tout gouvernement quelle que soit sa tendance politique. Plus encore, les formes de racisme qui apparaissent aujourd'hui en plein jour mettent en cause le principe d'égalité, marque essentielle d'un pays progressiste qui veut faire reconnaître ses assises démocratiques.

Les examens de conscience auxquels invite la presse indienne à propos des valeurs et des pratiques sociales manifestent une prise de distance par rapport à la posture de dénégation officielle qui a longtemps eu cours. Ils constituent une nouveauté dans une nation où les discussions publiques sur le racisme sont rares, au mieux abandonnées aux seuls intellectuels. Un premier débat public s'est ouvert en 2001, avec le projet porté par des militants *dalits* (dénomination marathie dérivée du sanskrit qui signifie « brisés » ou « éparpillés », adoptée dans les années 1930 pour désigner les anciens intouchables) de présenter le système des castes comme une forme de racisme à la conférence mondiale contre le racisme organisée par les Nations unies à Durban (Afrique du Sud). Le débat rebondit à partir des années 2010 quand les attaques contre des étudiants africains et des gens du Nord-Est mettent en avant les préjugés de couleur comme un élément problématique de l'histoire du pays. Ces deux moments, différents l'un de l'autre, ont rouvert la question des diverses formes de discrimination que les artisans de l'indépendance avaient voulu faire oublier en mettant en avant les projets de développement et de modernisation de l'Inde, ou son entrée dans un monde en voie de globalisation. Ils révèlent des changements mais aussi des continuités depuis l'indépendance. La conférence de Durban offre l'occasion de revenir sur la place de l'oppression dans le système des castes, ce qu'Albert Memmi a décrit comme la « valorisation généralisée et définitive de différences réelles ou imaginaires [\[2\]Albert Memmi, Le Racisme : description, définition, traitement,....](#) » au profit des dominants. Plus d'un demi-siècle après le démantèlement de l'État colonial, le débat sur la caste comme forme de racisme questionne les politiques de l'État face aux processus de discrimination sociale et économique qui débouchent sur le mépris et la stigmatisation d'autrui et à terme sur la violence.

Le second moment, quelque dix ans plus tard, propose une dénonciation plus large des conduites sociales et des stéréotypes, autour de l'obsession des Indiens pour la « blanchité ». Ces deux moments ont changé la manière d'aborder la question du racisme : si le premier a concerné principalement des groupes d'experts et de militants, le deuxième mobilise largement la société civile (ONG, associations de femmes, groupes militants), en s'attaquant au racisme comme fait social. Les deux ont bouleversé les formes du débat en introduisant de nouveaux acteurs et en

s'attachant moins aux idées qu'aux expériences sociales. Une proposition de loi (« Anti Discrimination and Equality Bill », 2017) visant à punir les actes de racisme et de discrimination formule des exigences nouvelles concernant la responsabilité de l'État. Elle invite désormais celui-ci à jeter les bases de nouvelles normes sociales.

## **La globalisation de caste comme forme de racisme.**

Du 31 août au 7 septembre 2001, les Nations unies ont organisé à Durban une conférence contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et pour la tolérance (WCAR, World Conference against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance). Elle devait marquer la fin de l'année internationale de l'élimination de la discrimination raciale. Conçue pour attirer l'attention internationale sur les manifestations diverses du racisme, son objectif était de renforcer les droits fondamentaux existants, de définir des programmes politiques et de développer des stratégies pragmatiques pour combattre les formes contemporaines du racisme et de l'intolérance.

La perspective de cette rencontre a incité les *dalits* à lancer la National Campaign for Dalit Human Rights (NCDHR) : une centaine d'ONG se sont unies pour présenter la caste comme un cas de discrimination raciale analogue à l'apartheid ou à la ségrégation [\[3\]Parmi elles figurent : India's National Federation for Dalit...](#) Du point de vue indien, Durban a une signification particulière : Gandhi y avait inauguré ses luttes anticoloniales, de 1906 à 1913. Du point de vue des *dalits*, il s'agit de mettre en évidence qu'ils sont toujours objets d'exclusion et de violence. Les pics récents de violence – au Karnataka en 2000, au Kerala en 2003, au Maharashtra en 2006, au Rajasthan en 2008 et 2015, dans l'Haryana en 2011, ou au Tamil Nadu en 2013 – attestent la continuité, bien au-delà du moment colonial, de l'oppression que les castes supérieures leur font subir.

Cette association de la caste avec le racisme rappelle les travaux de sociologues américains tels Gunnar Myrdal ou W. Lloyd Warner qui, dans les années 1930-1940, avaient soutenu la pertinence de la notion de caste pour comprendre les relations de race dans la société états-unienne [\[4\]Gunnar Myrdal, An American Dilemma. The Negro Problem and...](#), sans pour autant convaincre les anthropologues indiens persuadés que cette comparaison n'enrichissait pas l'analyse de la complexité sociale indienne, d'une certaine façon irréductible [\[5\]Sur les lectures qui ont nourri les réflexions indiennes, cf....](#) Lors de la période d'urgence décrétée par la Première ministre Indira Gandhi (1975-1977) suspendant les libertés publiques et les élections, les *dalits* avaient voulu attirer l'attention de l'opinion mondiale sur les méfaits du « castéisme ». En 1975, les *dalits* résidant aux États-Unis organisent une manifestation contre la visite de la Première ministre Indira Gandhi en mobilisant l'association Volontaires au service des opprimés et des négligés de l'Inde (en anglais VISION, pour Volunteers in Service to India's Oppressed and Neglected). Ils veulent se rapprocher des Noirs américains, en accentuant la similarité de leur condition et en la définissant sur un registre non plus indien mais universel : « Les droits des *dalits* sont des droits de l'homme [\[6\]Gail Omvedt, « The U.N. racism and caste », The Hindu, 9 avril...](#) » Il a fallu attendre 1996 pour que le comité d'élimination de la discrimination raciale des Nations unies se décide à inclure la discrimination de caste dans ses préoccupations. En 2001, les *dalits* font pression pour que la dimension de la caste soit incluse dans le titre général de la conférence de Durban, arguant d'une terminologie trop euro-centrique, qui ignorerait la dimension discriminatoire de la caste basée sur la descendance et le métier. Affectant plusieurs pays de l'Asie du Sud (Inde, Népal, Bangladesh, Japon, Corée), elle est donc loin d'être une spécificité indienne et mérite d'être considérée comme un problème transnational. Pour eux, la caste est la forme juridique de la race [\[7\]Naundhi Kaur, « Caste and](#)

[race](#) », [Frontline](#), vol. 18, n° 13,.... À Durban, la délégation *dalit*, forte de ses 180 membres (militants, universitaires, parlementaires...), compte insérer leur cas dans une revendication internationale, s'appuyant entre autres sur la reconnaissance, en 1999, par l'organisation Human Rights Watch, de la caste comme un « apartheid invisible ».

Si l'Inde, en 1975, avait bien voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies qui déclarait le sionisme comme une forme de racisme, le gouvernement indien rejette avec fermeté toute assimilation de la caste à la race. De son point de vue, participer à une discussion sur la caste comme race, ou même l'accepter, impliquerait la reconnaissance d'une feuille de route occidentale pour savoir comment traiter une discrimination sociale ; ce serait suivre un agenda établi par le nouvel impérialisme américain [8][D. L. Sheth, « Caste in the mirror of race », Seminar, 508,....](#) En somme, introduire la caste dans l'arène politique ne ferait que détourner l'attention du problème du racisme comme enjeu crucial. Le gouvernement indien évoque alors le caractère exceptionnel de la caste. Il suit en cela Louis Dumont qui, en 1966, se demandait si on pouvait parler de « caste » hors de l'Inde, soulignant les risques de comparer des réalités aussi différentes [9][Louis Dumont, « Caste, racisme et stratification », Cahiers....](#) Le procureur général Soli Sorabjee soutient que la caste, exclusivement indienne, est une affaire interne, combattue d'ailleurs à travers l'article 15 de la Constitution qui interdit toute discrimination de sexe, de race, de caste ou de religion ; de plus, il rappelle que l'Inde a appliqué avec constance depuis 1951 une politique de discrimination positive. Sans ambages, le gouvernement déclare qu'il mettra en échec toute tentative d'internationaliser la question du système de castes en l'assimilant au racisme. La ministre des Affaires étrangères Sushma Swaraj pense alors clore le sujet en affirmant : « L'Inde est la terre de Gandhi et de Bouddha... nous ne pourrions jamais avoir un esprit raciste [10][Déclaration par la ministre des Affaires étrangères, Sushma....](#) » L'Inde boycotte finalement la conférence de Durban.

La décision relance aussitôt de vieux débats, dont la presse se saisit. Le magazine *India Today* déclare que l'Inde va enfin payer pour le péché de l'intouchabilité : malgré l'article 17 de la Constitution, les brutalités contre les *dalits* n'ont pas cessé, en violation qui plus est de l'Acte de prévention des atrocités (1989) : un million de récupérateurs manuels d'excréments humains sont toujours recrutés par les institutions municipales en fonction de leur ascendance [11][Lakshmi Lyer, « Casting a shadow », India Today, 3 septembre....](#) Une quarantaine de personnes, en majorité des *dalits* issus d'organisations de la société civile et soutenus par quelques universitaires et juristes, se rencontrent dans un centre de recherche à Delhi pour dénoncer un système de castes pire que le racisme [12][La conférence a eu lieu à l'Indian Social Institute de New....](#) Ils demandent une enquête et un débat international sur ses effets. Le directeur de l'Indian Social Institute de Delhi critique à son tour l'étrange rapprochement du gouvernement avec d'anciens pays colonisateurs pour exclure la caste des débats internationaux sur le racisme [13][Anand Teltumbde, « Race or caste, discrimination is a universal....](#) Dans le souci de fermer la porte à toute discussion à Durban, l'Inde a dû en effet apporter son soutien aux pays occidentaux qui s'opposaient aux États africains, cherchant à faire proclamer la condamnation de la pratique de l'esclavage par les anciennes puissances coloniales. Elle a dû également s'opposer aux Palestiniens qui, avec quelques pays arabes, voulaient faire reconnaître le sionisme comme une idéologie raciste.

*Seminar*, un mensuel de l'intelligentsia de gauche, a consacré un numéro spécial à la caste, la race et la question *dalit* [14][« Exclusion. A symposium on caste, race and the dalit...](#) Le sociologue Dipankar Gupta y défend l'idée que la caste n'est pas une variante de la race et qu'une telle

identification serait même politiquement dangereuse. Parmi les malentendus qui auraient conduit à une telle confusion, il insiste en particulier sur une mauvaise lecture des textes védiques, inspirée des indologues britanniques qui auraient introduit les distinctions de couleur comme base des catégories sociales. Ceux-ci avaient en effet distingué le teint clair des Aryens, censés être arrivés en Inde vers 1500 av. J.-C., du teint foncé des Dravidiens qui y habitaient avant eux. Ces distinctions, introduites alors dans l'imaginaire des Indiens, y compris des nationalistes, eurent des effets durables, même si des travaux scientifiques les ont démenties. La caste n'est pas, affirme Gupta, une catégorie immuable comme la race : elle est susceptible de transformations et de mutations, et peut même s'effacer sous l'effet de politiques de discrimination positive, introduites par la Constitution et appliquées, certes, inégalement ou incomplètement, par les gouvernements successifs [\[15\]Dipankar Gupta, « Caste, race, politics », Seminar, n° 508,....](#)

La position de l'anthropologue Andre Beteille, qui a démissionné du comité national préparatoire à la conférence de Durban, renforce cette idée. S'appuyant sur ses recherches qui portent sur le système des castes en Inde du Sud et sur les relations entre caste, hiérarchie de classe et égalité, recherches qu'il avait conduites dans le sillage des travaux de Louis Dumont, il soutient, dans un article du quotidien *The Hindu* (10 mars 2001), que mêler caste et race est une action « politiquement perverse et scientifiquement absurde », qu'assimiler de telles formes de discrimination par les castes supérieures à la discrimination raciale serait en plus « politiquement et moralement irresponsable ». Pour lui, introduire la question aux Nations unies donnerait un nouveau souffle à la notion de race, désormais vieille et discréditée. La race, constate-t-il, est sans pertinence en Inde, et les tentatives coloniales pour l'introduire ont échoué. S'il reconnaît qu'il existe bien une discrimination fondée sur la classe et la caste en Inde, il se refuse à la considérer comme une discrimination raciale.

Si le gouvernement, soutenu par ces voix scientifiques, réussit à faire exclure la discrimination basée sur la caste de la résolution finale de la conférence mondiale sur le racisme (Durban Review Conference, avril 2009), la démarche a rouvert la plaie de la caste en l'associant au racisme [\[16\]Shiv Vishvanathan, « The race for caste : Prolegomena to the...](#). Les ONG, accusées par le sociologue Dipankar Gupta de manipuler le sujet pour assurer leur propre survie et recevoir des fonds internationaux [\[17\]Dipankar Gupta, cité dans India Today, « India confronts....](#), reprochent à leur tour aux analyses socio-anthropologiques d'être insuffisamment ancrées dans la réalité sociale. En 1990, Beteille avait déjà mobilisé cet argument contre les indologues occidentaux qui selon lui se concentraient sur les textes de l'hindouisme sans prendre en compte les pratiques effectives de la société contemporaine [\[18\]Andre Beteille, « Race, caste and gender », art. cité,....](#) Pour les ONG, il faut faire avancer la justice sociale qui est freinée par la domination des castes supérieures. La position de Beteille en 2001 suscite de vives réactions, surtout parmi les intellectuels militants. Gail Omvedt, sociologue et militant des droits de l'homme, affirme que le racisme ne disparaîtra pas dès lors que la notion de race aura perdu toute assise scientifique. Au contraire, les catégories raciales sont des constructions sociales de pouvoir, qui s'appuient à la fois sur des bases idéologiques et sur la distribution différenciée des ressources [\[19\]Gail Omvedt, « The UN racism and caste », art. cité.](#) D'autres personnalités, militants *dalits* ou universitaires sympathisants des causes *dalit*, trouvent aussi que la position de Beteille fait obstacle à l'émergence d'une vraie sociologie *dalit*. À leurs yeux, la caste, tout comme la race, est un système d'exploitation économique qui refuse à certains les moyens de production [\[20\]« Caste and race », Frontline, 23 juin-3 juillet 2001.](#)

La correspondance entre l'historien Dipesh Chakrabarty et l'anthropologue devenu romancier Amitav Ghosh illustre la difficulté à garder ces deux réalités sociales dans des cases séparées et étanches : les abus que toutes les deux entraînent invitent forcément à la comparaison. Si, dans un souci d'éviter les comparaisons superficielles ou fallacieuses, Chakrabarty distingue le racisme scientifique des simples préjugés, il admet toutefois :

Il est rarement envisagé que les conflits actuels entre hindous et musulmans ou entre caste supérieure et caste inférieure puissent être significativement une variante d'un problème moderne d'« ethnicité » ou de « race »... Le racisme est pensé comme quelque chose que les Blancs appliquent sur nous. Ce que les Indiens s'appliquent les uns aux autres est décrit successivement comme « communalisme », « régionalisme » et « castéisme » mais jamais comme racisme [21][Amitav Ghosh à Dipesh Chakrabarty, 16 décembre 2000, in Amitav...](#)

Installé aux États-Unis, Amitav Ghosh questionne le silence des historiens indiens sur la question de la race [22][Amitav Ghosh à Dipesh Chakrabarty, 14 décembre 2000, in ibid.,...](#) S'il reconnaît que la logique interne des deux phénomènes est assez différente, il n'en pense pas moins que « nous, Asiatiques du Sud, méconnaissons fondamentalement le racisme. Il m'a pris très longtemps à comprendre, ajoute-t-il, que le racisme est comparable au castéisme et au communalisme simplement par la similitude de ses effets meurtriers [23][Amitav Ghosh à Dipesh Chakrabarty, 20 décembre 2000, in ibid.,...](#) ». En effet, l'idée que le communautarisme ou la discrimination des castes inférieures sont une forme de racisme quotidien gagne du terrain dans l'opinion indienne. Tout comme l'idée que les affiliations religieuses pourraient fonctionner comme des constructeurs d'identités racialisées [24][Zaheer Baber, « "Race", religion and riots : The...](#)

La conférence de Durban a eu pour effet de déplacer la question du racisme du registre de l'analyse vers celui de l'action et des pratiques politiques en réponse aux violences et discriminations quotidiennes. Des discussions publiques se sont ouvertes aux acteurs venus hors des forums universitaires. Les voix des ONG se sont davantage fait entendre, liant des préoccupations intellectuelles à des expériences du racisme quotidien. Leurs nouveaux outils sont les tracts, les brochures ou les réseaux sociaux. L'entrée en scène de ces nouveaux acteurs (militants, membres des organisations non-gouvernementales et défenseurs des droits de l'homme) marque l'extension du débat au-delà des sphères étanches des sciences sociales ou du monde politique. Si, du point de vue du politologue Gopal Guru, la diffusion est limitée aux journaux anglais, « sociologiquement aveugles au niveau horizontal du public vernaculaire [25][Gopal Guru, « Politics of Representation », in Sukhdeo Thorat...](#) », elle fait surgir à travers le pays des réalités sociales qui diffèrent du récit officiel. Comme le déclare *The Economic Times* : « Les préjugés raciaux pouvaient être un héritage du système de castes [26][The Economic Times, 14 février 2016.](#) » La question est aussi posée dans la presse en hindi : « *Kaise ho jaati se mukti ?* » (« Comment se libérer de la caste ? ») [27][Forward Press, 24 octobre 2016.](#) Depuis 2012, les livres en hindi affichent aussi le problème du racisme et des Harijans-Dalits (*Bharat mein jaativaad aur Harijan samasya*) [28][Jagjivan Ram, Bharat Mein Jaativaad Aur Harijan Samasya, Delhi,...](#)

Malgré la résistance du gouvernement indien, et un refus de voir la discrimination des castes assimilée au racisme, Durban a contribué à mettre dans l'espace public le problème du racisme tel qu'il est intrinsèquement lié à l'exclusion et aux privilèges d'une société de castes. Même si la

discrimination des castes ne se réduit pas au racisme, la penser dans cette perspective peut s'avérer une « stratégie politique créative [29]Nivedita Menon, « Caste on the international stage »,... ».

## **Racisme à l'indienne : la « blanchité ».**

Dans les années 2010, la question passe de l'arène politique et savante au monde des médias, où elle apparaît principalement sous la forme de préjugés de couleur : les Indiens sont obsédés par la « blanchité ». Une gueule de bois de la pensée coloniale ? Ou un développement social caractéristique de la société post-coloniale ?

Le 6 octobre 2008, le journaliste de la chaîne privée NDTV pose la question aux spectateurs de son émission « We the People » : « Sommes-nous, les Indiens, profondément racistes ? Pourquoi sommes-nous obsédés par la peau blanche ? » C'est la prolongation d'un épisode précédent du 14 septembre 2008 dont la question était : « L'Inde est-il le pays des racistes au placard ? » Le débat qui a suivi s'est éloigné des explications historiques afin de donner la parole aux participants pour raconter leurs expériences. Le sujet est rendu encore plus émotionnel quand le public est invité à évaluer l'impact de cette discrimination de couleur sur la confiance et l'estime. Le *fairness phenomenon* légitimé par la sélection de « Miss India », toujours au teint clair, la préférence évidente portée par les séries ou les films à la blanchité des actrices, et l'industrie cosmétique qui s'acharne à vendre les crèmes pour blanchir la peau (un chiffre d'affaires estimé à 600 millions de dollars américains [30]Indian Fairness Cream & Bleach Market Overview, 2018-2023,... en 2023) témoignent abondamment du fait que l'Inde post-coloniale a porté le racisme issu de son héritage colonial à de nouveaux sommets. Dans les émissions de télévision, sur les réseaux sociaux, partout la discrimination de couleur est présentée comme le nouveau mal social.

En effet, depuis 2010, les attaques envers des étudiants africains, dans la capitale ou dans le sud du pays, envers des gens du Nord-Est ou certaines basses castes, tout comme les préjugés de couleur qui déterminent comportements et pratiques sociales, font les titres de la presse quotidienne. Selon des témoignages abondants, les Indiens décrivent tous les Africains comme des Nigériens, qu'ils viennent de Tanzanie, du Soudan ou de la Côte d'Ivoire. Les films les présentent toujours comme des trafiquants de drogue ou des criminels. Cette discrimination raciale s'étend aux autres habitants de l'Inde. Des gens du Nord-Est sont traités de *chinkies* (un terme d'argot qui fait référence aux yeux bridés des Asiatiques du Nord-Est), ceux du Sud sont moqués par des appellations telles que *madrasi* (sous-entendu une référence à leur couleur foncée et leurs habitudes alimentaires spécifiques très différentes du Nord), *lungiwala* (celui qui porte un sarong), *kaloo* (noir) ou, pire, *aindoo gaindoo* (littéralement « n'importe quoi »).

Des protestations des ambassades africaines, à la veille des célébrations de l' Africa Day [31]Institué en avril 2008 à Delhi, sous la forme du India-Africa... contre le climat de peur et d'insécurité qui menace les Africains en Inde, ont failli tourner, en 2018, à l'incident diplomatique. Ces appels à mettre fin à la discrimination raciale ont intensifié le débat public. « Arrêtons de faire semblant qu'il n'y a pas de racisme », déclare le quotidien *The Hindu* (29 mai 2012). « Les Indiens sont dans le déni », dénonce un blogueur. « Les faits sont les faits... Oui, nous avons du racisme en Inde qui est pratiqué à la dérobée. » Le sujet est repris par les journaux étrangers. *The New York Times* l'intitule « Le problème mortel de la race de l'Inde [32]« India's lethal race problem », *The New York Times*, 17 avril... ». Le World Values Survey classe l'Inde comme le deuxième pays le plus raciste, où les habitants d'autres pays sont traités de façon différente, selon leur couleur de peau ou leur pays d'origine. Le quotidien anglophone *Hindustan Times* invite ses lecteurs à « parler du

racisme [33][La campagne lancée par le quotidien vise, déclare-t-il, à...](#) ». Déclarant que « le racisme est une réalité constante et cruelle en Inde », le journal fait appel aux tweets et témoignages de gens ordinaires aussi bien qu'aux avis des experts. Les nombreuses réactions et questions rappellent les effets néfastes du racisme sur le bien-être, la santé, l'égalité sociale et soulignent le besoin d'éduquer les jeunes par un enseignement civique dans les écoles. En même temps, les interviews menées par le journal dans la rue ou le métro font surgir d'anciennes plaies de la société indienne. « Les Indiens du Sud ne devraient pas se battre contre les stéréotypes », ou « J'en ai assez d'être un homme noir en Inde », proclame un étudiant de 24 ans. Ou encore : « Nous avons besoin de changer notre manière de penser [34][Hindustan Times, 1er juin 2016 ; 18-19 mai 2017.](#) » Pourtant, ce type d'autocritique n'efface pas complètement le consensus sur la responsabilité coloniale que rappelle le sociologue Dipankar Gupta. Reconnaisant que les Indiens sont enclins à voir les autres à travers le prisme de la couleur de peau, il affirme : « Le biais de la couleur en Inde est colonial, et non traditionnel. » Arguant que les termes védiques plus anciens tels que le *varna* auraient pu signifier « ordre » et pas uniquement et de manière simpliste « couleur », comme les savants de la colonisation l'ont prétendu, il conclut que le racisme considéré comme inhérent au système hindou depuis les temps anciens est « une fiction de fraîche date, inventée spécifiquement pour justifier la domination de type colonial. Par conséquent, conclut-il, quand les Indiens agressent physiquement les Africains, c'est leur état d'esprit colonial et non leur tradition qui entre en jeu [35][Hindustan Times, 23 mai 2017.](#) ».

Le raisonnement coïncide curieusement avec les résultats d'une enquête menée de 1942 à 1946 par un psychologue indien basé à Madras, un article curieusement oublié, et jamais utilisé dans les débats récents [36][Samuel Pondipeddi Adinarayan, « A study of racial attitude in... »](#). Ses vingt questions envoyées à des étudiants et à des membres de professions libérales (340 hindous, 105 musulmans et 40 femmes de toutes les communautés) révèlent qu'il existe bel et bien des préjugés de race ; les réponses suggèrent une corrélation entre préjugés à propos de la couleur de peau et facteurs politiques, et une méfiance envers les étrangers en général. Le contexte politique a certainement influencé les réactions de ses interlocuteurs. Le mouvement du Quit India (1942), inspiré par l'appel de Gandhi, « Agir ou mourir », est un ultimatum adressé aux Britanniques, qui renforce les sentiments patriotiques et les identifications communautaires. L'enquête, publiée seulement en 1957, se veut certes psychologique. Certaines questions sont néanmoins plus révélatrices que les résultats :

Pensez-vous que les Européens sont sexuellement libres, c'est-à-dire non gouvernés par un code moral strict comme les Indiens, ou ont moins de réticences à séduire des femmes ou avoir recours aux prostituées ? Approuvez-vous les Indiens qui épousent des femmes anglaises ? Approuvez-vous les hommes anglais qui épousent des femmes indiennes ? Mentionnez des manières et coutumes des Européens qui vous semblent bizarres ou révoltantes. En ce qui concerne votre propre race, avez-vous le sentiment que les gens au teint clair sont plus fiables, mieux intentionnés, ou d'une manière ou d'une autre moralement supérieurs aux gens au teint foncé ?

Les questions posées dans cette enquête qui elle-même avait été bien oubliée ont ressurgi avec force dans le débat sur le racisme après 2010. Les préjugés et les discriminations de couleur sont parmi les premiers à être ressentis et constituent les principales plaintes. Si les sociologues l'expliquent par l'adhésion des individus colonisés aux standards esthétiques des colonisateurs, d'autres

indiquent les processus et mécanismes d'hégémonisation et de globalisation qui favorisent la blanchité. Un complexe colonial ? Le système tenace des castes ? Une enquête conduite par l'entreprise allemande de chimie BASF sur les préférences concernant la couleur des voitures en Inde révèle qu'en 2018, 43 % des Indiens optent pour le blanc, 15 % pour le gris et l'argenté, 9 % pour le rouge, 7 % pour le bleu et seulement 3 % pour le noir. Cette enquête sur un objet limité mais désormais central dans la *middle class* indienne révèle l'omniprésence de la préférence pour le blanc. Le pernicieux effet de la globalisation qui imposerait ses normes occidentales à travers les concours de beauté, les publicités, les images des leaders et des influenceurs, malgré les quelques « alibis » de couleur, renforce des schémas déjà solidement enracinés dont les femmes sont victimes.

Une des caractéristiques du renouvellement des débats publics très médiatisés est l'importance qu'ils accordent à l'expérience personnelle plutôt qu'à l'analyse. Une chaîne privée de télévision inaugure un programme basé sur les expériences sociales de la discrimination et les préjugés de couleur. Dans des conversations provoquées par leur équipe dans la voiture du métro réservée aux femmes à Delhi, les passagères exposent les opinions et les valeurs de gens ordinaires. « Nous n'envoyons pas nos filles dehors, au soleil, sinon elles vont devenir noires. » Sinon, « elles auront du mal à trouver un mari ». Les étudiantes présentes débattent de l'esprit raciste, condamnant la stigmatisation des peaux foncées, les stratégies de marketing qui renforcent un racisme profondément enraciné des Indiens. Sur Youtube, le poème d'une fille de 18 ans « Guide de beauté d'une fille foncée » est vu par 1,5 million de personnes : « Oublie Blanche-Neige/ bonjour au chocolat foncé/ j'écrirai mon propre conte de fées » devient viral dès le premier jour.

« Les Indiens feraient mieux d'entreprendre leur propre examen de conscience, déclare *The Economic Times* du 17 novembre 2018, avant de s'adonner à leur passe-temps national favori qui est de voir la paille dans l'œil de l'autre, en opposant les Australiens racistes aux Indiens, tout autant grossiers et racistes. » Les icônes nationales comme Gandhi n'en ressortent pas indemnes. On rappelle ses préjugés et son ignorance des Noirs d'Afrique du Sud : il aurait considéré que le pouvoir de l'État devait rester aux mains des Blancs et aurait appelé les Africains noirs des *Kaffirs*, un terme qui porte atteinte à leur dignité [37]Ashwin Desai et Goolam H. Vahed, [The South African Gandhi : ...](#). Au Kerala, la 11e édition du Kritya Festival, un festival international de poésie (2017), prend comme thème « La poésie contre la xénophobie et le racisme ». Le comité du festival souligne la pertinence de ce choix dans le moment actuel quand s'exacerbent partout la haine et le crime contre toutes les minorités : de genre, race, religion, langue et culture.

La perception des préjugés de couleur ou de caste à travers le prisme du racisme met la pression sur le monde politique. Un parlementaire du parti du Congrès a proposé en mars 2017 un projet d'*Anti-Discrimination and Equality Bill* ; long de 25 pages, ce projet a été préparé avec un universitaire d'Oxford et la collaboration de militants, de chercheurs, d'avocats et d'hommes politiques. Afin de pénaliser la discrimination raciale, il recense les actions interdites, expose les devoirs des citoyens et définit les procédures pour enregistrer les plaintes et les juger. Accueilli dans l'opinion comme un bon début, sans être une solution à tous les maux de la discrimination, il reste toujours en suspens. En 2019, un comité de trois membres vient d'être formé à la suite d'une injonction de la Cour suprême de prendre en considération les plaintes de discrimination raciale.

En 1967, l'Inde a signé la Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale, considérée avant tout comme un outil de lutte contre l'apartheid. Mais il a fallu un demi-siècle pour que le racisme soit perçu en Inde même comme une forme d'injustice et de discrimination domestique qui imprègne les relations et les pratiques sociales. Les deux moments

déterminants dans cette transformation, moments qui viennent d'être analysés ici, ont exposé les manières subtiles et sophistiquées par lesquelles la question du racisme a pénétré la société indienne contemporaine, du mariage aux relations familiales, de la rue au lieu de travail. Un racisme sorti du cadre de la responsabilité coloniale et du système de castes à l'intérieur desquels les chercheurs ont longtemps prétendu l'observer. Dans un premier temps, l'existence du racisme est imputée à l'État et à la faiblesse de ses politiques légales ou administratives. L'État et la bureaucratie sont invités à améliorer la situation des groupes sociaux touchés par le racisme, principalement les *dalits*. De ce point de vue, le problème est vu comme un défi pour l'État et pour le système démocratique. Mais dans un deuxième temps, une critique plus générale a ciblé pratiques sociales et préjugés, présentant le racisme sur un plan plus large de valeurs, autour des préoccupations de justice sociale. À la menace envers l'État de porter la question dans les forums internationaux a succédé l'approche du racisme comme un problème pathologique de la société indienne elle-même. Il est ainsi désormais considéré par un large courant d'opinion comme un véritable fléau social, qu'il importe de combattre avec vigueur. Car il menace à la fois la cohésion sociale, y compris dans sa dimension territoriale, et les principes sur lesquels, depuis l'indépendance, la société indienne a voulu se construire, notamment en se distinguant clairement des formes d'organisation et de domination coloniales qui l'avaient précédée. Son appréhension a désormais dépassé le cadre dans lequel le débat s'est formé, celui de la caste, puis celui de la couleur, pour s'inscrire dans les pratiques quotidiennes qui mettent en jeu l'égalité entre citoyens.

## Notes

- [\[1\]](#)  
*The Hindu*, 7 avril 2017.
- [\[2\]](#)  
Albert Memmi, *Le Racisme : description, définition, traitement*, Paris, Gallimard, 1982, 220 p., p. 98-99.
- [\[3\]](#)  
Parmi elles figurent : India's National Federation for Dalit Women, Ambedkar Centre for Justice and Peace (Canada), Society of Depressed People for Social Justice (Rajasthan), People's Watch (Tamil Nadu), International Dr. Ambedkar Centenary Movement (Tamil Nadu), Navsarjan Trust (Gujarat), Sakshi (Andhra Pradesh).
- [\[4\]](#)  
Gunnar Myrdal, *An American Dilemma. The Negro Problem and Modern Democracy*, New York, Harper & Brothers, 1944 ; William Lloyd Warner (dir.), *Deep South. A Social Anthropological Study of Caste and Class*, Chicago, University of Chicago Press, 1941.
- [\[5\]](#)  
Sur les lectures qui ont nourri les réflexions indiennes, cf. Andre Beteille, « Race, caste and gender », *Man*, vol. 25, n° 3, 1990, p. 489-504.
- [\[6\]](#)  
Gail Omvedt, « The U.N. racism and caste », *The Hindu*, 9 avril 2001.
- [\[7\]](#)  
Naundhi Kaur, « Caste and race », *Frontline*, vol. 18, n° 13, 23 juin-6 juillet 2001 ; <https://frontline.thehindu.com/static/html/fl1813/18130950.htm> (consulté le 19 mai 2020).
- [\[8\]](#)

- D. L. Sheth, « Caste in the mirror of race », *Seminar*, 508, « Exclusion », 2001, p. 50-55.
- [\[9\]](#)  
Louis Dumont, « Caste, racisme et stratification », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 29, 1960, p. 91-112 et en anglais dans *Contributions to Indian Sociology*, 5, 1961, p. 20-43 ; republié dans *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966, p. 305-323.
  - [\[10\]](#)  
Déclaration par la ministre des Affaires étrangères, Sushma Swaraj, le 31 mai 2016 : <https://www.mea.gov.in/pressreleases.htm?dtl/26856/statement+by+external+affairs+minister+on+recent+incidents+relating+to+africans> (consulté le 30 juillet 2019).
  - [\[11\]](#)  
Lakshmi Lyer, « Casting a shadow », *India Today*, 3 septembre 2001, p. 16-17.
  - [\[12\]](#)  
La conférence a eu lieu à l'Indian Social Institute de New Delhi avec la participation du président de l'Association internationale de sociologie. Cf. Ambrose Pinto, « UN Conference against racism : Is caste race ? », *Economic & Political Weekly*, vol. 36, n° 30, 28 juillet-3 août 2001, p. 2817-2820.
  - [\[13\]](#)  
Anand Teltumbde, « Race or caste, discrimination is a universal concern », *Economic & Political Weekly*, vol. 44, n° 34, 22-28 août 2009, p. 16-18.
  - [\[14\]](#)  
« Exclusion. A symposium on caste, race and the dalit question », *Seminar*, n° 508, 2001.
  - [\[15\]](#)  
Dipankar Gupta, « Caste, race, politics », *Seminar*, n° 508, 2001, p. 33-40.
  - [\[16\]](#)  
Shiv Vishvanathan, « The race for caste : Prolegomena to the Durban conference », *Economic & Political Weekly*, vol. 36, n° 27, 7-13 juillet 2001, p. 2512-2516.
  - [\[17\]](#)  
Dipankar Gupta, cité dans *India Today*, « India confronts contentious issue of Dalit atrocities at Durban conference on racism », 3 septembre, 2001.
  - [\[18\]](#)  
Andre Beteille, « Race, caste and gender », art. cité, p. 500-502.
  - [\[19\]](#)  
Gail Omvedt, « The UN racism and caste », art. cité.
  - [\[20\]](#)  
« Caste and race », *Frontline*, 23 juin-3 juillet 2001.
  - [\[21\]](#)  
Amitav Ghosh à Dipesh Chakrabarty, 16 décembre 2000, in Amitav Ghosh et Dipesh Chakrabarty, « A correspondence on provincializing Europe », *Radical History Review*, n° 83, 2002, p. 46-172, p. 154 (les extraits de cette correspondance sont traduits par l'auteur de l'article).
  - [\[22\]](#)  
Amitav Ghosh à Dipesh Chakrabarty, 14 décembre 2000, in *ibid.*, p. 148.

- [\[23\]](#)  
Amitav Ghosh à Dipesh Chakrabarty, 20 décembre 2000, in *ibid.*, p. 159. Notons toutefois que race et caste n'ont jamais disparu des travaux en Europe ou aux États-Unis ; par exemple Peter Robb, *The Concept of Race in South Asia*, Delhi, Oxford University Press, 1995, 354 p. ; Gyanendra Pandey, *A History of Prejudice : Race, Caste and Difference in India and the United States*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2013.
- [\[24\]](#)  
Zaheer Baber, « “Race”, religion and riots : The “racialization” of communal identity and conflict in India », *Sociology*, vol. 38, n° 4, 2004, p. 701-718 ; Deepa S. Reddy, « The ethnicity of caste », *Anthropological Quarterly*, vol. 78, n° 3, 2005, p. 543-584 ; Shiv Visvanathan, « The race for caste », art. cité ; Hira Singh et M. A. Kalam, « India's race problem : Ignorance and denial », *Social Scientist*, vol. 45, n° 9/10, 2017, p. 75-78.
- [\[25\]](#)  
Gopal Guru, « Politics of Representation », in Sukhdeo Thorat et Umakant (dir.), *Caste, Race, and Discrimination : Discourses in International Context*, New Delhi, Rawat Publications, 2004, p. 244-245.
- [\[26\]](#)  
*The Economic Times*, 14 février 2016.
- [\[27\]](#)  
*Forward Press*, 24 octobre 2016.
- [\[28\]](#)  
Jagjivan Ram, *Bharat Mein Jaatvaad Aur Harijan Samasya*, Delhi, Rajpal & Sons, 2012 [1981].
- [\[29\]](#)  
Nivedita Menon, « Caste on the international stage », *Economic & Political Weekly*, vol. 46, n° 3, 2011, p. 15-18.
- [\[30\]](#)  
*Indian Fairness Cream & Bleach Market Overview, 2018-2023*, Dublin, Research and Markets, 2018.
- [\[31\]](#)  
Institué en avril 2008 à Delhi, sous la forme du India-Africa Forum Summit, il initie la rencontre entre 14 pays de l'Union africaine et le gouvernement de l'Inde.
- [\[32\]](#)  
« India's lethal race problem », *The New York Times*, 17 avril 2017.
- [\[33\]](#)  
La campagne lancée par le quotidien vise, déclare-t-il, à révéler les préjugés et la discrimination profondément enracinés dans la société. Il invite ses lecteurs à faire connaître leurs expériences de racisme en envoyant des tweets sur : #LetsTalkAboutRacism ou en écrivant au journal à une adresse dédiée, [talktous@hindustantimes.com](mailto:talktous@hindustantimes.com).
- [\[34\]](#)  
*Hindustan Times*, 1er juin 2016 ; 18-19 mai 2017.
- [\[35\]](#)  
*Hindustan Times*, 23 mai 2017.
- [\[36\]](#)

Samuel Pondipeddi Adinarayan, « A study of racial attitude in India », *The Journal of Social Psychology*, vol. 45, n° 2, 1957, p. 211-216.

- [\[37\]](#)

Ashwin Desai et Goolam H. Vahed, *The South African Gandhi : Stretcher-Bearer of Empire*, Stanford, Stanford University Press, 2015, 344 p.